



## LA BOMBE IRANIENNE : STRATÉGIE, ENJEUX ET PERSPECTIVES

Frédéric Tellier\*

*L'Iran veut devenir une puissance nucléaire militaire. Depuis quelques semaines, il est entré dans une phase décisive de réalisation de son ambition pour ne pas la qualifier de finale. Accélération foudroyante des événements, ce n'est pourtant pas se montrer présomptueux que d'estimer que la situation actuelle du dossier nucléaire iranien n'est pas une surprise. Le choix de Téhéran, le 3 janvier 2006, de reprendre des activités sensibles liées à l'enrichissement de l'uranium et la levée des scellées sur trois sites nucléaires sensibles le 10, n'a rien d'une fuite en avant. Il constitue plutôt un nouveau chapitre dans l'application d'une stratégie minutieusement pensée et fondée sur la maîtrise du temps. L'Iran n'est pas sorti par hasard du cadre de négociations qu'il a largement instrumentalisé. Ce n'est pas l'impulsivité qui a dicté aux maîtres du régime islamique leur conduite sur ce dossier, qui touche au cœur même des priorités stratégiques du régime islamique et concentre presque tous les risques qui pèsent sur l'avenir de la République islamique.*

L'Iran a toujours été au cœur de la géopolitique du Moyen-Orient. Il a donné le ton des évolutions de la région. L'ambition nucléaire de Téhéran ne fait pas exception. Qu'ils s'estiment directement menacés par le programme iranien ou qu'ils se montrent attentifs au développement de la crise, tirant déjà secrètement les leçons de la stratégie iranienne pour mieux les appliquer quand leur tour viendra, tous les pays de la région tournent leur regard vers Téhéran.

La perspective d'un Iran nucléaire met aussi bien en péril la crédibilité des instruments de lutte contre la prolifération, qu'il nourrit chez les puissances occidentales une inquiétude réelle sur les conséquences de la possession de l'arme nucléaire par un régime idéologique qui assume publiquement sa volonté de rayer Israël de la carte. Quel est le but de Téhéran ? Peut-on encore arrêter l'Iran ?

### LA MARCHÉ EN AVANT DE TÉHÉRAN

L'année 2005 a été l'année charnière dans la stratégie nucléaire de Téhéran. L'Iran a repris sa marche en avant vers la maîtrise du cycle du combustible nucléaire. Début 2005, l'optimisme prévaut. Le 29 novembre 2004 à Paris, les Iraniens ont accepté l'accord de suspension des activités iraniennes dans les domaines sensibles de la conversion et de l'enrichissement de l'uranium. Elle se clôt alors que les Iraniens ont repris unilatéralement leurs activités de conversion, avant de reprendre celles liées à l'enrichissement dès les premiers jours de 2006 : spectaculaire retour à la case départ qui anéantit les acquis de deux années de négociations entre Téhéran et les trois grands Européens--la Grande Bretagne, la France et l'Allemagne. Téhéran mène le jeu, révélant au monde les ressorts de sa stratégie et faisant la preuve de son efficacité.

Marche en avant et non pas fuite en avant, la stratégie iranienne se sera déployée en trois temps qui sont comme trois seuils successivement franchis par l'Iran. Le premier a consisté pour Téhéran à tirer

profit du calendrier électoral sur la scène politique intérieure et à utiliser les élections présidentielles de juin 2005 comme une protection contre un éventuel durcissement de la position des Occidentaux. Ces derniers le savent, le processus de réformes entamé par le président Khatami en 1997 a été fragilisé pour ne pas dire discrédité. Les conservateurs sont de retour depuis les élections législatives de 2004 et pourraient conquérir la présidence de la République. Pour les Européens, durcir le ton sur la scène internationale revenait à faire le jeu des conservateurs et à affaiblir davantage les réformateurs. L'Iran a très vite compris que les Occidentaux ne prendraient pas le risque d'influencer la campagne électorale de façon négative<sup>1</sup>. Leur position était figée jusqu'en juin. Téhéran ne pouvait en douter, les négociations sur la question nucléaire allaient se dérouler avec des Occidentaux dont la capacité de menace était « bridée » par la conscience des enjeux politiques intérieurs iraniens<sup>2</sup>. Téhéran a pleinement tiré profit de cette situation, campant obstinément sur ses positions d'une suspension volontaire et temporaire de ses activités sensibles et demeurant sourd aux évolutions, pourtant significatives, de la position de Washington qui, après avoir levé son veto à l'entrée de l'Iran au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a proposé de s'investir de façon plus significative dans le processus de négociation tout en reconnaissant le droit de Téhéran à disposer d'un programme nucléaire civil.

La conférence d'examen du Traité de non-prolifération (TNP) en juin 2005 a constitué le second moment de la stratégie iranienne. Téhéran ne veut pas de cette révision d'un traité dont les ambiguïtés servent sa stratégie en reconnaissant le droit d'un pays à se doter d'un cycle complet du combustible nucléaire. Pis, la rencontre des cinq grandes puissances nucléaires membres permanents du Conseil

de sécurité pouvait être l'occasion d'une prise de position commune sur le nucléaire iranien. Téhéran a jugulé les risques d'une possible prise de conscience collective. Il ne l'a pas fait seul. Téhéran a profité de l'obstruction systématique de la délégation égyptienne pour gagner du temps et éviter qu'un texte commun aux cinq grands ne voie le jour. Au moment même où l'Iran est susceptible de voir son cas publiquement évoqué, c'est Téhéran qui reprend l'offensive en menaçant de reprendre ses activités de conversion. Cet épisode a valeur de test et, comme Hassan Rohani, négociateur iranien du dossier nucléaire jusqu'en août, le reconnaîtra plus tard<sup>3</sup>, le désir des trois Européens de négocier sera interprété par l'Iran comme un signal positif pour la suite de son programme. Téhéran aura donc franchi avec succès cette deuxième étape en forme d'ultime épreuve. Il ne se sent pas d'adversaires déterminés sur la scène internationale. Personne au sein de la communauté internationale ne veut heurter l'Iran. Désormais l'Iran navigue dans des eaux libres ; il est prêt pour la troisième étape, la plus visible et la plus décisive, la plus conflictuelle aussi. Pour la mener à bien il fallait une rupture dans le ton et dans la forme. Elle va venir de l'élection du nouveau président iranien.

Coup de tonnerre à Téhéran ; malgré toutes les précautions prises par les Européens pour ne pas peser sur les négociations, c'est l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad qui devient président de la république. Pur produit d'une fraude électorale massive destinée à entretenir le mythe d'une participation du peuple iranien au scrutin, c'est bien le système islamique qui choisit froidement de mettre au devant de la scène cette figure politique jusque là confinée au second plan. *Ce choix est conscient ; il est tactique.* Ahmadinejad est loin d'être le plus qualifié pour représenter les intérêts de l'Iran à l'étranger. Il n'a en fait aucune culture internationale. Il a construit son rapport au

monde comme soldat du « front extérieur » de la Révolution islamique. Le conflit est le paradigme de son rapport au monde. Pourquoi le Guide a-t-il soutenu ce candidat peu expérimenté sur la scène internationale et spontanément plus enclin à braver la communauté internationale au nom des valeurs de la révolution et du nationalisme persan plutôt qu'à s'accorder avec elle ? Cette figure conflictuelle est au fond la vitrine idéale d'une stratégie nucléaire, que Téhéran fait entrer dans sa phase la plus conflictuelle.

Effectivement, le choix d'Ahmadinejad n'est pas neutre ; il est intimement lié à la stratégie nucléaire de Téhéran. Il est en soi l'annonce de changements. Nationaliste fidèle à la révolution, comment ne serait-il pas l'homme de la défense du droit de l'Iran à l'enrichissement, voire de sa reprise unilatérale ? Qui d'autre que lui serait plus apte à transformer la crise nucléaire en controverse Nord-Sud sur le droit à l'accès à la technologie nucléaire ? En cas de saisine du Conseil de sécurité des Nations Unies, Ahmadinejad serait l'homme de la confrontation avec l'Occident et l'artisan du renforcement d'alliances permettant d'atténuer les effets de nouvelles sanctions. La Chine est sans doute ce partenaire convoité, détenteur d'un veto salvateur en cas de saisine du Conseil de sécurité. Le choix d'Ahmadinejad comme candidat du régime par le Guide n'est pas un hasard. Il relevait d'une extrapolation de la situation qui privilégiait un scénario de montée de tension.

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que ces craintes soient confirmées. L'Iran a repris le lundi 8 août 2005, soit cinq jours après l'investiture du nouveau président, ses activités de conversion de l'uranium à Ispahan, ignorant les avertissements de la communauté internationale et sans même attendre la remise par les trois Européens de l'offre globale sur les questions nucléaires, commerciales et de sécurité

régionale, qu'ils avaient promis à l'Iran en mai en échange de « garanties objectives » sur l'absence de volet militaire à son programme nucléaire. Téhéran n'attendait rien des propositions européennes. Les menaces de reprise de la conversion en mai avaient valeur de test. Ironiquement, cette élection présidentielle, objet de toutes les précautions de la part des Européens, est finalement utilisée par Téhéran pour durcir ses positions publiques. *Ahmadinejad est l'alibi de la crise*. Il est le visage du durcissement, capable de puiser dans la palette des dogmes de l'idéologie révolutionnaire tous les justificatifs possibles à l'exécution d'une stratégie nucléaire désormais entrée dans sa phase la plus conflictuelle mais qui le dépasse, tant elle relève d'une planification dont il n'est que l'instrument. Les grandes décisions sont déjà prises lorsqu'il prend ses fonctions. Effectivement, la reprise des activités de conversion à Ispahan était annoncée par une note verbale à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) le 1<sup>er</sup> août, soit deux jours avant l'investiture d'Ahmadinejad, alors que les fûts de *Yellowcake* (concentré d'uranium) nécessaires à la conversion étaient vraisemblablement descellés par le précédent pouvoir.

La stratégie de l'Iran est cohérente et efficace, et le nouveau président y tient plutôt un rôle d'exécutant que de planificateur. C'est dans cette perspective qu'il faut également interpréter la surenchère de propos abjects qui caractérise ses déclarations publiques depuis août. Appel à rayer Israël de la carte, proposition de déporter sa population en Allemagne, en Autriche ou en Alaska, propos révisionnistes sur la Shoah, que veut Mahmoud Ahmadinejad sinon tester les Européens ? Car ici c'est bien aux valeurs fondamentales de la construction européenne qu'il s'attaque. En attaquant ce socle de principes, il testait par-dessus tout l'aptitude et la détermination de l'Europe à les défendre. Il y a de la méthode dans les

débordements verbaux du président iranien, car si elles sont les plus visibles, les déclarations sur Israël s'inscrivent effectivement dans la foulée d'autres du même ordre. En août, il signifie aux nations européennes que celles qui persistent dans le désir de sanctionner Téhéran pourraient « refaire l'expérience du passé », allusion à peine voilée au terrorisme. Puis il met en question la légitimité des Européens à négocier avec Téhéran. Cette fois, c'est sur le terrain de la puissance et de la crédibilité diplomatique qu'il teste les Européens. À chaque fois l'aiguille s'enfonce un peu plus profondément pour observer les réactions. Les propos sur Israël s'inscrivent dans ce processus de mise en cause de l'Occident et de ses valeurs fondamentales.

Avec Ahmadinejad la stratégie de Téhéran est ouvertement provocatrice. Malgré la rupture dans le ton, son assise est pourtant inchangée. Elle consiste à tester l'adversaire avant le coup de force de la reprise d'activités sensibles. La provocation verbale précède les décisions provocantes. Le ton d'Ahmadinejad est à la mesure de la gravité de la phase nouvelle qui se profile : la reprise des activités liées à l'enrichissement. L'Iran annoncera le 3 janvier 2006 sa volonté de reprendre l'enrichissement de quantités limitées d'uranium. Il rendra sa décision effective le 10 janvier en levant les scellées sur son installation pilote de centrifugation de Natanz et sur deux autres sites. Le risque pris est à la mesure de l'enjeu. Le risque est pour Téhéran de voir le dossier nucléaire déferé devant le Conseil de sécurité des Nations Unies. L'enjeu quant à lui est le franchissement des derniers seuils technologiques avant l'enrichissement de l'uranium à l'échelle industrielle, prélude à l'arme nucléaire iranienne.

### **QUE VEUT L'IRAN ?**

L'Iran veut l'arme nucléaire. Le faisceau de présomptions ne laisse guère place au doute. Quelles fins le régime islamique cherche-t-il à assouvir ? Téhéran aura ignoré une somme considérable de contreparties diplomatiques et économiques possibles, y compris avec les États-Unis, afin de conquérir le statut de puissance nucléaire militaire. Pourquoi cette obstination ?

Au rang des explications possibles, celles du statut international et de la grandeur nationale viennent immédiatement à l'esprit. L'Iran se pense en effet comme nation isolée, encerclée par des voisins dans lesquels elle ne se reconnaît pas et qu'elle ne tient guère en haute estime. Cette représentation mentale, ce pathos de l'encerclement, joue un rôle important dans ses prétentions nucléaires. Il est évident que le Pakistan, puissance nucléaire parmi ses voisins frontaliers, et l'extrême proximité de l'Inde et d'Israël, qui détiennent eux aussi le nucléaire, ne font que décupler le désir de cette nation profondément ethnocentrique, en quête de reconnaissance internationale, d'entrer à son tour dans le club nucléaire. Pourtant, il faut ici faire preuve de prudence. Cette explication est finalement l'explication officielle du régime islamique. Elle lui permet de s'ériger en défenseur de l'indépendance et de la grandeur nationale, c'est-à-dire d'investir le terrain du nationalisme où le régime peut espérer renouer le consensus qu'il sait hors d'atteinte sur le terrain de l'idéologie islamiste. La part la plus éduquée de la jeunesse iranienne est consciente de ce subterfuge et du caractère abusif de cette autojustification par le régime de ses ambitions nucléaires. En effet, le régime islamique n'incarne ni ne représente l'aspiration nationale des Iraniens. Celle-ci agit comme une couverture pour des ambitions nucléaires qui relèvent d'une autre finalité.

L'arme atomique est perçue comme une sorte d'assurance vie pour le régime islamique. Elle va le protéger du dehors, mais aussi du dedans. En effet, le régime islamique se sait lui-même en minorité face à la société civile iranienne et à l'immense jeunesse d'Iran. Il sait que cet état de faiblesse vient s'ajouter à une faiblesse structurelle de longue date. En effet, l'Iran n'a jamais eu une organisation du pouvoir aussi cohérente que celle qui structurait le modèle soviétique. Il n'y a jamais eu de Komintern islamiste. Le système islamique est bien plus hétérogène que le système soviétique. Cette situation, ce déficit organisationnel, a considérablement affaibli les prétentions de Téhéran à exporter sa révolution. C'est aussi pour cela que, dans ce contexte, la détention de l'arme nucléaire serait perçue par le régime comme un facteur unifiant. À n'en pas douter, le régime islamique considère que sa conquête de la puissance nucléaire militaire renforcera sa position tant au plan international que national. Le régime voit dans l'arme nucléaire une sorte d'assurance vie dissuadant tout agresseur extérieur éventuel, mais aussi lui donnant la cohérence décisionnelle qui lui a toujours fait défaut au-dedans. Il ne faut pas sous-estimer cette motivation au sein du pouvoir islamique ; c'est l'ensemble de la structure du pouvoir islamique qui sortira renforcée si le régime franchit le seuil nucléaire.

Enfin, il est souvent de bon ton dans l'analyse occidentale de considérer que la page de l'idéologie est tournée en Iran. Rien n'est plus faux. Le système islamique ne fait pas exception à la règle des systèmes totalitaires du 20<sup>ème</sup> siècle. Il est une idéocratie. Les fins idéologiques demeurent. De ce fait, rien ne garantit qu'un régime islamique renforcé par l'arme nucléaire ait définitivement tourné la page de son ambition d'exporter la révolution. L'Iran nucléaire a toutes les chances d'être la pierre angulaire du camp de l'islamisme dur au Moyen-Orient. Elle

enracinerait et conforterait les radicaux en leur permettant de s'adosser à un État désormais hors d'atteinte des menaces de l'Occident. Les propos scabreux d'Ahmadinejad sur la légitimité de l'ambition de rayer Israël de la carte ne doivent pas occulter qu'ils reflètent un des dogmes fondateurs du système islamique, relayés par d'autres représentants de l'État iranien. Seul un pari permet ici de se faire une opinion sur la sincérité ou non de ces menaces. Ni la sécurité d'Israël ni celle de l'Occident ne peuvent dépendre d'un pari. Ni Ahmadinejad ni le système islamique ne peuvent en la matière se voir accorder le bénéfice du doute.

### **L'OCCIDENT FRAGILISÉ**

L'audace de Téhéran est à la mesure de son sentiment d'avoir manœuvré avec succès dans son bras de fer avec le camp occidental, à commencer avec les Européens. La condescendance du négociateur iranien, le docteur Rohani, à l'égard des Européens dans son interview du 23 juillet 2005<sup>4</sup> est frappante. Rohani y décrit une stratégie d'instrumentalisation des Européens, allant même jusqu'à soutenir que la position du camp occidental était plus forte en décembre 2003, soit à la veille de l'initiative des trois Européens, qu'en 2005. Que Rohani ait cherché, en prononçant ces propos, à diviser le camp occidental en laissant entendre que l'initiative européenne avait indirectement servi les intérêts de Téhéran ne fait aucun doute. Pourtant, ils révèlent d'authentiques faiblesses dans l'approche européenne. Effectivement, la saisine du Conseil de sécurité était envisageable en décembre 2003 et vraisemblablement sur des bases plus solides encore que celles d'aujourd'hui. La liste des violations par l'Iran de l'accord de garanties signé par Téhéran avec l'AIEA était effectivement plus longue à l'automne 2003 qu'aujourd'hui. Outre ce répit, Téhéran a sans nul doute profité de l'absence, dans l'accord d'octobre 2003, de définition d'un

périmètre des activités suspendues, tout autant que de l'omission, dans l'accord de Paris de novembre 2004, du réacteur à eau lourde d'Arak qui, à terme, pourra produire environ dix kilogrammes de plutonium par an.

Pourtant il serait déplacé de dresser ici le réquisitoire de l'Europe. Les Européens ne se sont pas trompés en choisissant de parler avec Téhéran. Leur initiative a conduit Téhéran à signer le protocole additionnel au TNP, permettant à l'AIEA de faire son travail en Iran. L'Agence aura ainsi accumulé des informations précieuses sur le programme nucléaire iranien et son ampleur. Il s'agit d'autant moins de dresser un réquisitoire contre l'approche européenne que personne au sein de la communauté n'avait d'autres options à sa disposition. En d'autres mots, personne n'avait les moyens de mieux faire, et le silence de Washington puis sa réserve bienveillante témoignent que l'Europe a bel et bien négocié davantage pour le compte de la communauté internationale, y compris des États-Unis qui n'ont jamais souhaité en découdre militairement avec Téhéran, que pour le sien propre. Personne n'avait de stratégie alternative en réserve ; personne ne souhaitait heurter Téhéran. *Dès lors, personne aujourd'hui dans le camp occidental n'est fondé à se réjouir de l'échec des Européens, à commencer par les États-Unis.*

En un premier temps, Washington a vu d'un mauvais œil l'initiative européenne, considérée comme une manière pour les capitales européennes de protéger leurs intérêts avec Téhéran. Souvenons-nous en, l'initiative des trois européens date de décembre 2003, l'année de la crise irakienne, de la crise transatlantique. Washington a suspecté les Européens de vouloir faire cavalier seul, de réussir là où l'Amérique a toujours échoué. Ensuite, l'administration Bush a compris tout le profit qu'elle pouvait tirer de cette initiative puisqu'elle revenait à faire

prendre aux Européens tous les risques diplomatiques et économiques. Les Américains ont alors occupé une position que les diplomates du *State Department* ont qualifié de « gagnante - gagnante » (*win-win*). En d'autres termes, soit l'Europe réussissait et l'Amérique faisait l'économie d'une crise dont elle n'avait pas besoin, soit elle échouait et c'était la ligne dure américaine qui se trouvait légitimée. Dans les deux cas, l'issue était favorable à Washington sans que l'Amérique ne prenne le moindre risque. La faille de ce raisonnement était qu'en cas d'échec des Européens, l'Amérique perde tout moyen de pression contre Téhéran, ne pouvant ni négocier avec Téhéran ni le menacer d'un recours à la force que le régime islamique ne juge pas crédible. La position de Washington deviendrait alors « perdante - perdante » (*lose-lose*). C'est exactement ce qui vient de se passer.

*Ce n'est pas l'initiative européenne qui fragilise l'Occident aujourd'hui. C'est plutôt l'absence de stratégie concernant l'Iran, y compris à Washington.* Effectivement, la crise iranienne soulève bien plus de questions qu'elle n'en résout. L'administration Bush sait très bien que le dossier iranien est infiniment plus complexe que le dossier irakien. De plus, cette crise surgit au pire moment pour l'administration américaine. La question irakienne est loin d'être close et l'Iran est précisément la principale puissance régionale à détenir pour une large part les clés de la stabilisation de l'Irak. *L'équation est simple : on ne peut prétendre stabiliser l'Irak en déstabilisant l'Iran.* Les Iraniens s'estimeront en position de force tant que les Américains seront en difficulté en Irak. Cette situation paradoxale par laquelle la guerre contre le premier pays de « l'axe du mal », l'Irak, renforce en fait le second, suffit à discréditer le concept. L'Amérique réalise qu'elle subit avec la crise iranienne une sorte d'effet boomerang de ses menaces et que sa doctrine belliciste se solde par un empilement d'effets pervers

dont l'Amérique elle-même commence à payer le prix.

À cet effet paradoxal de sa stratégie s'ajoute une vraie difficulté intellectuelle des États-Unis à comprendre l'Iran contemporain. Vingt-six années de rupture diplomatique ont plus isolé Washington de Téhéran que Téhéran de Washington. L'expertise américaine a régressé et on ne peut manquer d'être frappé par la faiblesse des scénarios et des hypothèses que l'Amérique élabore au sujet de l'Iran. Non, l'Amérique n'a pas de solution miracle concernant l'Iran et il ne faut pas se leurrer, l'échec des Européens ne fait place à aucune politique iranienne construite à Washington. *À ce titre, les Américains se sont abrités derrière l'initiative européenne.* L'échec de celle-ci révèle un vide stratégique patent.

La rhétorique enflammée des néo-conservateurs n'abritait aucune stratégie iranienne. La plupart des difficultés américaines au Moyen-Orient tiennent à l'absence de politique iranienne à Washington. L'Iran est l'angle mort de la politique étrangère américaine ; objet obsessionnel mille fois nommé, mille fois menacé, sans que cette rhétorique ne débouche sur autre chose qu'une politique désordonnée de sanctions aux effets douteux. On l'a vu sur le dossier nucléaire ; confronté à la nécessité d'agir, la seule marge de manœuvre de Washington a consisté dans le ralliement à l'initiative européenne.

L'association de l'Iran à « l'axe du mal » ne pouvait elle non plus faire illusion. Elle n'a jamais constitué une stratégie. À y regarder de plus près, les effets de la doctrine de « l'axe du mal » au Moyen-Orient ont consisté à menacer des puissances dans l'ordre inverse de leur influence réelle. En fait, jusqu'à aujourd'hui, toute la stratégie moyen-orientale de Washington a été fondée sur l'évitement de la question iranienne, alors

même que l'Iran aurait dû être l'épicentre de l'ambition américaine de démocratisation de la région. Malgré la rhétorique du *regime change* (« changement de régime »), l'Amérique en guerre n'avait en tête que le maintien du statu quo avec Téhéran, condition *sine qua non* de la stabilisation de l'Irak. L'Iran n'a été l'objet que d'un traitement à reculons, et à force de lui tourner le dos l'Amérique en a subi l'influence de plein fouet, voyant les effets pervers de sa politique se cumuler à l'avantage du régime islamique. De là le spectaculaire renversement auquel nous assistons aujourd'hui et dont Téhéran est le principal bénéficiaire. S'il y a deux ans il était de bon ton de parler d'encerclement de l'Iran par les troupes américaines, force est aujourd'hui de constater qu'il n'y a plus désormais une seule ambition de Washington dans la région qui ne soit soumise au veto des mollahs.

Téhéran l'a compris, il a en face de lui des Occidentaux qui ne sont pas en position d'en découdre avec lui. L'Iran a finalement réussi à générer une crise dont personne ne veut, une crise qui rappelle à chacun l'étendue de ses propres vulnérabilités. L'heure H de la crise diplomatique consistait à attendre avec une rare patience que le maximum des risques économiques liés à la possibilité d'un nouveau choc pétrolier coïncide avec le maximum de risques militaires encourus par l'Amérique en Irak. Les Iraniens ont été à la minute près au rendez-vous de cette stratégie remarquablement planifiée et incroyablement maîtrisée, fondée sur l'analyse des faiblesses de l'Occident.

## QUE FAIRE ?

Téhéran a généré une crise de grande ampleur avec la communauté internationale. Pourtant, l'Iran a anticipé les conséquences de sa conduite. C'est le sentiment d'être en position de force qui prévaut aujourd'hui à Téhéran. Tout

concourt à mettre en confiance les Iraniens et à leur permettre d'avancer dans une relative impunité. En d'autres mots, toute la stratégie iranienne est fondée sur le présupposé qu'il n'existe pas de moyen efficace pour le contraindre à plier. La perception iranienne est-elle fondée ? L'Occident peut-il encore arrêter Téhéran ?

Le recours à de nouvelles sanctions contre Téhéran, à commencer dans le domaine économique, vient immédiatement à l'esprit. Indubitablement, les moyens de pression existent. Ils concernent prioritairement le secteur énergétique<sup>5</sup>. De 40 à 50 pour cent des revenus du gouvernement iranien sont directement issus du pétrole, alors qu'il constitue au moins 80 pour cent des revenus de l'Iran à l'exportation. *Cette cheville ouvrière du système islamique est également son talon d'Achille*. En effet, afin de maintenir ses revenus, l'industrie pétrolière iranienne a besoin d'une profonde modernisation autant que du développement de nouvelles zones d'exploitation. L'Iran a aujourd'hui besoin d'investir environ cinq milliards de dollars par an pour maintenir sa production *onshore* (« à terre ») à niveau et développer de nouveaux champs pétrolifères, alors que huit à dix milliards de dollars d'investissements annuels sont requis pour le développement des ressources *offshore* (« en mer »). De même, le vieillissement de l'infrastructure de raffinage de l'Iran et les retards technologiques accumulés contraignent l'Iran à dépenser environ un milliard de dollars pour importer l'essence dont son économie a besoin<sup>6</sup>.

Admirons l'ampleur de l'enjeu. Sans investissements étrangers, l'Iran, géant pétrolier et gazier confronté à la croissance de sa demande domestique, sera un importateur net de pétrole d'ici 2010<sup>7</sup>. L'Iran le sait et se représente clairement cette menace potentielle tout comme il connaît le potentiel du marché

international du gaz. Téhéran prétend effectivement au rang d'exportateur majeur de gaz dans les prochaines années. Indubitablement, son avenir de grande puissance dépend de sa place sur le marché de l'énergie et surtout celui du gaz. Dans les deux décennies à venir, la demande mondiale d'énergie basculera du pétrole vers le gaz. L'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie seront à eux seuls à l'origine d'environ 60 % de la croissance de ce considérable marché<sup>8</sup>. L'Occident dispose sur le dossier du gaz, et plus largement des investissements dans le secteur énergétique, d'un vrai moyen de pression.

Va-t-il l'utiliser ? La perspective, pourtant redoutable pour Téhéran, d'un embargo sur le pétrole iranien est finalement la moins probable. Comment la Chine ne protégerait-elle pas son second fournisseur en utilisant son droit de veto au Conseil de sécurité des Nations Unies ? Restent les sanctions sur les investissements dans le secteur énergétique. Plus réalistes, c'est leur application qui fait problème. Comment s'assurer qu'elles ne seront pas contournées ? Comment être certain que Téhéran ne se tournera pas vers des partenaires moins regardants, à commencer par la Russie et la Chine ? L'Iran d'Ahmadinejad est plus que jamais en bon terme avec ces deux partenaires pivots de la recherche d'une alternative aux partenariats avec l'Occident. Vladimir Poutine a chaleureusement félicité le nouveau président iranien, lui rappelant dans une lettre du 25 juin 2005, toute l'étendue des coopérations avec la Russie. Hasard du calendrier ou pas, c'est la semaine de l'élection du nouveau président iranien que l'Organisation de Shanghai admet l'Iran comme observateur.

De là l'ambivalence de la position européenne. Aller au Conseil de sécurité ne signifie pas nécessairement sanctionner, dit en substance Jack Straw, ou encore « les sanctions ne sont pas l'objectif de la saisine du Conseil de sécurité »<sup>9</sup>, selon

Javier Solana. Cette prudence des Européens illustre l'étroitesse de leur marge de manœuvre. Les Européens savent que des sanctions seront coûteuses, à commencer pour leurs propres intérêts économiques. *En peu de mots, la liste des vulnérabilités économiques de l'Iran se confond avec celle des intérêts européens dans ce pays.* Les Européens sont donc au cœur de deux logiques contradictoires : d'une part il faut aller au Conseil de sécurité pour maintenir la crédibilité de l'AIEA (en effet si l'Iran gagnait son bras de fer nucléaire, que resterait-il de la lutte contre la prolifération ?) ; d'autre part, sanctionner Téhéran est une arme à double tranchant qui blesserait les intérêts économiques européens autant que ceux de Téhéran. Le risque économique encouru par les Européens est moins lié aux investissements en cours qu'aux positions stratégiques chèrement conquises au long de cette dernière décennie. C'est le cœur du problème. Jamais la position des Européens n'a été si favorable en Iran. De plus, la crise gazière orchestrée par Moscou a illustré l'actualité de l'arme énergétique. Téhéran est sur le long terme au cœur de la stratégie de diversification des ressources de l'Europe. Abandonner ces positions aujourd'hui signifie ne jamais les reconquérir. Soit la rancune du régime leur interdira, soit un régime démocratique s'instaure et l'Iran, par réflexe, regardera du côté des États-Unis.

Manifestement, personne ne veut rompre les ponts avec l'Iran, mais la discussion peut-elle encore porter ses fruits ? L'Europe retrouve ici la même alternative que celle qui a fondé son initiative diplomatique envers Téhéran : parler ou bien isoler. Le ministre français de la Défense résumait cette alternative : « Dans une situation comme celle-là, il y a deux options : une qui consiste à dire nous allons finalement prendre des mesures qui vont isoler le pays, et l'autre qui consiste à dire nous essayons au maximum de parler pour convaincre et faire avancer. »<sup>10</sup>

Certes le dialogue a permis à l'AIEA d'élargir de façon significative le champ des informations sur le programme nucléaire iranien. Cependant, après trois années d'inspections, l'AIEA n'a toujours pas une vision complète du programme nucléaire iranien, ni de certitudes quant à sa nature pacifique. Il est bien improbable que ce soit précisément les missions de l'AIEA, que permettrait de réaliser un éventuel report de la saisine du Conseil de sécurité ou des sanctions, qui apportent les informations qui font encore défaut. Le temps joue pour Téhéran qui ne demande qu'à parler davantage. D'ailleurs, le bénéfice d'éventuelles nouvelles discussions, tout comme de l'ensemble des inspections de l'AIEA menées à ce jour, ne saurait être mesuré qu'à l'aune de l'ampleur des activités nucléaires clandestines de Téhéran. C'est la modestie qu'il importe de cultiver en cette matière. Téhéran n'a vraisemblablement pas pris tant de risques internationaux pour remettre en activité le seul parc expérimental de 164 centrifugeuses de son installation pilote de Natanz. L'Iran vise la maîtrise de la centrifugation de l'uranium en vue d'un enrichissement industriel qui ne peut reposer que sur un parc clandestin de centrifugeuses<sup>11</sup>. Celui-ci, par définition, échappe au cadre des négociations. En d'autres mots, l'Occident dispose aujourd'hui de la toute dernière fenêtre pour sanctionner Téhéran sur des violations tangibles avant que son programme nucléaire ne repose sur un probable volet clandestin. Le temps presse, car une fois ces seuils technologiques franchis, l'Iran serait autonome et de surcroît rien ne l'empêcherait de revenir à la table des négociations pour discuter avec les Européens du démantèlement de sites devenus obsolètes.

Difficulté de sanctionner Téhéran, impossibilité de parler encore sans rentrer dans son jeu et servir ses fins, l'option militaire a-t-elle cours dans le cas de ce pays quatre fois plus grand que l'Irak,

défendu par sa géographie et une armée compétente rompue aux techniques du combat asymétrique ? Or, c'est la même raison que celle qui limite l'efficacité de futures négociations, à savoir l'existence probable de sites clandestins, qui limite considérablement l'efficacité du recours à la force. Bombarder les sites connus est en soit complexe. Cela devient inutile si l'Iran, une fois le seuil de l'autonomie technologique franchi, se repose sur des installations clandestines, à savoir aussi bien hors du champ de la négociation que de frappes éventuelles. Plus encore, c'est bien sur ce dossier de l'option militaire que l'Iran fait preuve d'une confiance insolente en lui-même. Paradoxe ? Disons plutôt que cette attitude est à la mesure des paradoxes de l'environnement géopolitique légué par l'administration Bush à l'Iran. L'Iran a été débarrassé par l'Amérique de ses deux plus grands ennemis dans la région : Saddam Hussein et les Talibans. L'enlèvement américain en Irak rend improbable l'ouverture d'un second front en Iran. *Les deux premiers chapitres de la « Guerre contre la terreur » ont été vécus par Téhéran comme la source de gains stratégiques majeurs.* Aux yeux des Iraniens, en deux guerres les Américains viennent de démanteler les deux pinces de leur tenaille anti-iranienne. En fait, Téhéran ne craint plus l'offensive américaine, il n'y croit pas.

Téhéran a-t-il déjà gagné son pari nucléaire ? Il n'est pas choquant de se poser la question tant l'Iran s'est jusqu'à présent montré maître du jeu. La seule vraie menace que Téhéran ait jamais prise au sérieux, la menace militaire américaine, s'érode chaque jour un peu plus à sa frontière dans une guerre humainement, militairement et financièrement coûteuse. Les Iraniens le savent, les réticences instinctives des Occidentaux à générer une crise avec l'Iran s'étendent à l'Amérique et se combinent pour se renforcer aux effets paradoxaux des aventures moyen-orientales de l'administration Bush. Cette

situation inédite a fait émerger un passage, étroit mais praticable, que Téhéran compte emprunter dans sa marche vers l'arme nucléaire.

Car en effet, qui veut réellement d'une crise avec l'Iran ? Les Américains autant que les Européens emploient le mot sanction au compte-gouttes. C'est la condition pour que Russes et Chinois se rallient à la saisine du Conseil de sécurité. Condoleezza Rice donne le ton en affirmant qu'« aller devant le Conseil de sécurité [...] c'est simplement amener la diplomatie dans un contexte différent, plus vigoureux »<sup>12</sup>. D'ici là, Téhéran aura encore le temps de tester les Occidentaux. Il n'est pas exclu que la stratégie de Téhéran soit fondée sur l'organisation de l'apaisement une fois les seuils technologiques franchis. Ici encore, Ahmadinejad a un rôle à jouer, et ce malgré lui. Il incarne aujourd'hui la montée de tension et personnifie toutes les inquiétudes de la communauté internationale. En attirant à ce point les foudres de l'Occident, n'est-il pas en fait le paratonnerre du régime ? Dans quel but dès lors sinon de s'en débarrasser plus tôt que prévu, afin de légitimer un successeur plus fréquentable par l'Occident mais qui, pas plus que son prédécesseur, ne serait en charge des questions nucléaires ? L'image de l'Iran se rétablirait, invitant les Occidentaux à une approche modérée de manière à ne pas compromettre les espoirs d'évolutions positives. Le cap de l'Iran demeurerait inchangé sur le dossier nucléaire, mais Téhéran en fait le pari, l'avènement d'un pragmatique ou d'un réformateur nouvelle mouture suffirait à tempérer les Occidentaux.

Les preuves concrètes d'une telle stratégie existent. Ahmadinejad a échappé à deux tentatives d'attentat<sup>13</sup>. Plus encore, c'est bien le Guide de la révolution qui, en octobre 2005, a renforcé les pouvoirs d'Hachémi Rafsandjani, rival par excellence de l'actuel président. Le

système islamique a déjà commencé à préparer l'après Ahmadinejad. Il n'est pas impossible que l'Occident se satisfasse de ce changement qui ne concernera que les apparences. Car si aujourd'hui, confrontés aux excès d'Ahmadinejad, l'Occident est enclin à se souvenir du lourd passé accolé à l'Iran islamique, s'en souviendra-t-il devant un interlocuteur plus acceptable ? Les huit années de pouvoir de Mohammad Khatami soulignent que l'Occident, et l'Europe en tête, s'est montré capable de minorer, sinon d'occulter complètement, ce passé douloureux. Le cœur du pari iranien consiste à penser qu'il en sera de même à l'avenir et que l'Europe--mais pas seulement elle--sûre d'avoir assisté à une alternance démocratique à Téhéran, acceptera, comme par le passé, de minorer ses critiques pour ne pas compromettre le processus en cours. On ne change pas une stratégie gagnante. C'est pour cela que l'Iran mise tout sur la répétition de l'histoire.

*\* Frédéric Tellier est chercheur à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS). Spécialiste de l'Iran, il a été attaché culturel à l'ambassade de France en Iran puis analyste stratégique en charge du dossier iranien au sein du ministère français de la Défense. Il collabore à de nombreuses revues et vient de publier L'heure de l'Iran aux éditions Ellipses et The Iranian Moment au Washington Institute for Near East Policy.*

---

## NOTES

<sup>1</sup> Ce présupposé stratégique allait se révéler particulièrement favorable à Téhéran en gelant *de facto* les négociations pendant six mois. Il était fondé sur une appréciation démesurément optimiste du caractère démocratique du jeu politique iranien. Le Guide n'a jamais cessé de le dire en interne ; il fallait sauver les apparences du jeu politique iranien en

---

obtenant un taux de participation élevé. Les élections de juin 2005 allaient donc être les élections de la fraude, leur résultat se révélant dès lors sans lien avec les précautions prises par les Européens pour ne pas heurter Téhéran.

<sup>2</sup> Afin de ne pas heurter Téhéran, l'AIEA s'est contentée de produire deux rapports oraux (février et juin 2005) sur les activités nucléaires iraniennes, au lieu du traditionnel rapport écrit.

<sup>3</sup> Voir entretien accordé au journal conservateur *Keyhan* le 23 juillet 2005, puis à la télévision iranienne le 3 août 2005.

<sup>4</sup> Cf. supra

<sup>5</sup> Voir la conclusion de *L'heure de l'Iran*, Ellipses, Paris, 2005.

<sup>6</sup> Energy Information Administration (EIA), « Iran Country Analysis Brief » [« Iran : Résumé analytique du pays »], U.S. Department of Energy, novembre 2003.

<sup>7</sup> Kenneth Katzman, « The Iran-Libya Sanction Act (ILSA) » [« L'Acte de sanctions contre l'Iran et la Lybie »], *CRS Report for Congress*, The Library of Congress, 31 juillet 2003, p. 2.

<sup>8</sup> Bob Tippee, « Worldwide Gas, LNG Demand Poised to Surpass Oil » [« Gaz mondial : demande de GNL sur le point de surpasser le pétrole »], *Oil & Gas Journal*, 22 septembre 2003, p. 28.

<sup>9</sup> Dépêche AFP, Bruxelles, 30 janvier 2006.

<sup>10</sup> Dépêche AFP, Paris, 15 janvier 2006.

<sup>11</sup> Selon Alireza Jafarzadeh, opposant iranien en exil aux États-Unis, l'Iran serait en train d'assembler un parc de 5 000 centrifugeuses. Cité par *Iran focus*, Iran, 11 janvier 2006.

<sup>12</sup> Dépêche AFP, Washington, 30 janvier 2006.

<sup>13</sup> Le 15 décembre 2005, le convoi présidentiel échappe à un attentat lors d'un voyage dans le sud-ouest de l'Iran. Un garde du corps du président iranien est tué. Le 24 janvier 2006, Ahmadinejad annule au dernier moment un déplacement à

---

Ahvaz ; deux bombes explosent sur le trajet prévu de sa visite.